

STOPPONS LA CASSE ! Moins de charge de travail, plus de collègues !

De l'argent, il y en a : dans les poches du patronat !

Trop, c'est trop ! Le conclave budgétaire d'octobre représente des économies de 550 millions d'euros au cours des deux prochaines années. Infrabel menace à nouveau de fermer certaines lignes. Alors que nous avons grand besoin de transports publics sûrs, écologiques et fluides, ce gouvernement veut continuer la casse du service ! Le mois d'octobre marquait la ponctualité la plus mauvaise depuis quatre ans. En deux ans, le nombre de trains supprimés a augmenté de 40 %. Mais le prix des billets augmentera encore de 8 à 10 % en février, principalement en raison des frais d'énergie. Et la SNCB a annoncé que le nombre de trains sera réduit à partir du 11 décembre. Comment peut-on justifier ça auprès des voyageurs ?

Nous devons déjà nous débattre avec le manque chronique de personnel et les multiples mesures imposées ces dernières années pour augmenter la productivité. La charge de travail est insoutenable et l'offre repose sur des fondations très fragiles qui menacent de s'effondrer à tout moment. Une seule conclusion s'impose : « faire plus avec moins », ça ne marche tout simplement pas. Par contre, le nombre de cadres a presque doublé en cinq ans. La grève du 29 novembre de la CGSP, de la CSC-transcom et du SLFB ainsi que la grève supplémentaire du SACT les 30 novembre et 1er décembre, dans le prolongement des grèves précédentes, indiquent clairement que le personnel en a assez !

La direction des chemins de fer a tenté de repousser la grève avec une prime unique de 100 euros. C'est une insulte ! La direction a pu cacher certains problèmes sous le tapis pendant des années, mais tout remonte à la surface maintenant. Même le ministre Gilkinet doit admettre que ses ambitions doivent être revues à la baisse. Il défend pourtant son bilan. C'est vrai, certains investissements ont été réalisés au début de la législature, principalement dans les infrastructures. Mais c'est de la gnoignotte face au manque de moyens. Ce gouvernement a notamment soigneusement évité de revenir sur les mesures adoptées par le gouvernement Michel et ses plus de 2,1 milliards d'euros de coupes budgétaires dans le rail.

Personnel et voyageurs sont d'accord : il faut un véritable refinancement public. Ce n'est pas l'argent qui manque : regardons les énormes bénéfices des entreprises du secteur de l'énergie. En fait, les plus grandes entreprises ont vu leurs marges bénéficiaires dépasser les 45 % au deuxième trimestre de cette année.

L'unité dans la lutte avec les autres secteurs pour des services publics renforcés

En nous regroupant avec d'autres secteurs, nous pouvons garantir que les profits soient utilisés pour le bien commun et qu'ils ne disparaissent pas dans les poches des actionnaires.



WWW.SOCIALISME.BE
WWW.FACEBOOK.COM/PSLLSP.
PARTISOCIALISTEDELUTTE

Le succès de la grève générale du 9 novembre démontre que la colère existe partout. Les réunions du personnel pour mobiliser et évaluer la lutte sont cruciales. Un plan d'action qui combine des actions sectorielles et intersectorielles peut nous permettre de remporter de véritables victoires. La manifestation annoncée dans la semaine du 12 décembre est un premier pas, mais il faut plus encore pour gagner !

Lions les revendications du rail à celles du mouvement général !

- **La charge de travail doit être réduite : pour la semaine des 30 heures sans perte de salaire avec recrutement compensatoire, un accord social qui prévoit des mesures pour un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée (par exemple, des horaires de travail sains),...**

- **Pour un environnement de travail sûr : des investissements massifs dans des infrastructures décentes et un personnel suffisant pour assurer la sécurité de toutes et tous.**

- **Une augmentation significative des salaires pour faire face à la crise : 330 euros de plus par mois pour tout le monde, il y a assez d'argent pour ça !**

- **Nationalisation de l'ensemble du secteur de l'énergie sous contrôle démocratique pour des factures abordables et la transition verte.**

- **L'expansion de l'offre de trains pour répondre aux besoins de la société et à la crise climatique, grâce à des investissements massifs dans un secteur public des transports en commun.**



Libre Parcours
Journal d'action pour et par
des travailleuses et travailleurs
des transports en commun.
LIBREPARCOURS.NET

Les primes ne sortiront personne de la misère

ORGANISONS ET GÉNÉRALISONS NOTRE LUTTE !

Avant même que l'hiver ne commence, une soixantaine de personnes avaient déjà perdu la vie en Belgique à cause du monoxyde de carbone. Le double des autres années. Le verdict du Centre antipoisons belge est clair : quand les prix du chauffage flambent, le risque d'intoxication aussi. Avec la crainte des factures, on aère moins ou on économise sur l'entretien des appareils. Quel sera le décompte macabre à la fin de l'hiver ?

Avec l'hiver, la Belgique entrera aussi officiellement en récession (deux trimestres de suite de croissance économique négative). Les estimations les plus optimistes des institutions internationales pour l'année 2023 tablent sur une fragile stagnation économique (0,5% de croissance pour l'OCDE, 0,2% pour la Commission européenne). Nous savons bien ce que signifient ces chiffres pour le grand patronat et les gouvernements : pertes d'emploi, attaques sur les salaires, réduction de budgets.

Tout le monde ne sera pas logé à la même enseigne. Les actionnaires ont fait des provisions lors du premier semestre de 2022 où les marges des entreprises ont été historiquement hautes. Ceci leur permettra de passer cette période de manière confortable. Pour la grande majorité d'entre nous, c'est déjà la catastrophe, et ça ne va faire qu'empirer. À moins d'imposer un changement de politique économique.

Le gouvernement estime qu'il en a fait assez avec son « paquet énergie à prix réduit » pour 5 mois. Pendant ce temps, les actionnaires du secteur de l'énergie empochent des sommes folles. L'appel à la nationalisation du secteur se fait de plus en plus entendre, c'est la seule manière d'avoir des factures abordables et d'assurer la transition énergétique, mais le gouvernement joue au chien de garde des actionnaires. Pareil pour les salaires. Le gouvernement entend bien défendre bec et ongles la camisole de force sur nos salaires que constitue la loi de 1996. Il veut empêcher toute hausse des salaires pour ces prochaines années. Le gouvernement espère qu'une prime de quelques centaines d'euros dans les entreprises où les travailleurs seront capables de l'arracher achètera la paix sociale. C'est aussi avec une prime de 100 euros qu'on a tenté de bloquer la grève du rail fin novembre.

Suivons l'exemple des cheminotes et cheminots : il nous faut des solutions structurelles, luttons pour les obtenir !

GÉNÉRALISER LA LUTTE ET LUTTER POUR GAGNER

La grève générale du 9 novembre était une bonne démonstration de force. Mais des démonstrations de force ponctuelles ne suffiront pas et finiront par épuiser. Arracher un changement exige un combat de longue haleine, où chaque date de mobilisation est pleinement saisie pour élargir la lutte et poser le pas suivant en état plus fort. Dans des occasions comme la manifestation de décembre, les multiples délégations pourraient diffuser leur propre tract détaillant leurs revendications spécifiques et ce qu'ils estiment nécessaire d'organiser pour les obtenir.

Différentes délégations du métal ont fait des communiqués de presse en faveur de la nationalisation du secteur de l'énergie. Pourquoi ne pas publier massivement ce tract lors des manifestations et par des visites sur les piquets de grève ? Le débat concernant l'évolution du mouvement doit sortir du cadre étroit des directions syndicales. C'est notre combat, nous avons notre mot à dire ! Une décision prise après une discussion démocratique en assemblée générale sur le lieu de travail et en réunion interprofessionnelle liée à un plan d'action qui n'est pas de la poudre aux yeux est la meilleure façon de répondre aux doutes des collègues pour les impliquer et approfondir la lutte.

Le gouvernement ne changera pas de cap avec des mobilisations ponctuelles. Il nous faut un plan d'action sérieux, avec plusieurs grèves générales, discuté et décidé par la base syndicale. Rien n'est plus efficace qu'un blocage de toute l'économie soigneusement préparé sur le terrain, très certainement s'il prépare le terrain à la reprise en mains des leviers centraux de l'économie et des richesses de la société par les travailleuses et travailleurs. Nous ne pourrions sortir des multiples crises du capitalisme qu'en le renversant et en remplaçant le chaos destructeur de la dictature des marchés par une planification rationnelle de l'économie.

REJOIGNEZ LE COMBAT POUR UNE AUTRE SOCIÉTÉ, REJOIGNEZ LE PSL !

Le Parti Socialiste de Lutte / Linkse Socialistische Partij (PSL-LSP) est un parti national qui réunit des travailleurs et des jeunes dans la lutte pour renverser le capitalisme et instaurer une société socialiste démocratique. Il s'agit de la section belge d'Alternative Socialiste Internationale (ASI). Vous souhaitez en savoir plus ? Abonnez-vous à notre mensuel Lutte Socialiste et rejoignez le PSL !

Contactez-nous :

info@socialisme.be ou 0472436075 (Michael)

Qui croit encore qu'on peut compter sur les médias dominants pour relayer correctement nos combats et nos revendications ?

Lisez le mensuel *Lutte Socialiste* pour 2 euros ou prenez un abonnement de 20 euros (plus est également possible à titre de soutien).

